L'Anarcho-syndicaliste - n°93
février 2004
Union des anarcho-syndicalistes

TO BE OR NOT TO BE IN THE E.T.U.C.?
ÊTRE OU NE PAS ÊTRE DANS LA C.E.S.?

En préparation du XXème Congrès, le Bureau Confédéral de la C.G.T.F.O. a produit le rapport d'activité dont la lecture s'est avérée fort intéressante quoique fastidieuse. Ce rapport, c'est finalement un véritable LIVRE NOIR de l'ultra libéralisme (du capitalisme) en ce qui concerne notre pays et ses travailleurs. C'est aussi le LIVRE NOIR DE LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE, tant il est démontré à chaque page du rapport les méfaits de l'orientation prise par cette construction. L'excellent rapport introductif de Marc Blondel explique bien en quelques pages comment les organismes européens, gouvernementaux et, hélas, syndicaux, sont les relais serviles des intérêts des patrons contre ceux de la classe ouvrière, et contre les organisations constituées librement par les travailleurs. Et finalement contre tout ce qui s'oppose à la dictature du marché: l'organisation syndicale, la République, sa devise, son principe de laïcité, tout doit se soumettre ou se démettre.

Dès lors, Force-Ouvrière ne peut pas faire semblant de croire qu'elle peut encore, dans ce cadre, défendre réellement les intérêts des travailleurs en toute indépendance, notamment vis-à-vis des options politiques. C'est pourquoi les résolutions de congrès ont marqué, moins nettement peut-être qu'on aurait pu le souhaiter, une opposition de fait à cette construction.

Cela peut surprendre de la part d'une organisation proeuropéenne comme la C.G.T.F.O. Mais si, dans les années 60, F.O. mettait beaucoup d'espoir dans l'Europe, y compris supranationale d'ailleurs, c'était en pensant qu'elle serait au service des travailleurs. Il suffit de relire les brochures confédérales signées Bothereau pour s'en convaincre. C'était aussi parce que la construction européenne tendait la main par dessus des guerres séculaires aux peuples voisins. Mais la donne a changé, et nos camarades des pays de l'Est ont seulement changé de dictature. L'Europe de progrès, de paix, de liberté et de bien-être à laquelle nous aspirons, n'est pas près de voir le jour.

... Misère, guerre et barbarie

Au contraire, le processus constituant qui tend à accélérer le formatage géopolitique de cette Europe ne peut nous laisser indifférent, tant pour paraphraser Jaurès, il porte en lui la misère et la guerre, bref la barbarie. On dira que nous exagérons. Mais c'est bien la *Confédération Européenne des Syndicats,* organisme européen intégré par excellence, qui nous rappelle dans un tract de décembre 2003 qu'elle savait que *«le marché unique devait de toute façon provoquer d'énormes changements et restructurations pour des millions de travailleurs»*. Ce qui, en langage ordinaire signifi : des millions de licenciements.

Précisons sur ce point que la C.E.S. se prévaut de son soutien à cette politique européenne... Que des camarades *«usent leur jeunesse à essayer de redresser la CES de l'intérieur, on leur souhaite bien du courage!»*, comme l'a déclaré un délégué en commission de résolution générale. Mais, objectivement, on ne voit pas comme la CES pourrait *«devenir une véritable organisation syndicale»*, telle que nous l'entendons. Car cela nécessiterait qu'elle rompe catégoriquement, d'une part, avec sa hiérarchie institutionnelle: la Commission européenne, et, d'autre part avec sa hiérarchie spirituelle catholique, ce qui serait opposé à l'engouement *«CESien»* pour la subsidiarité, théorie politique fixée par la papauté pour asseoir l'ordre religieux dans la ville et le monde *(urbi et orbi).*

Dans un petit opuscule mis gracieusement à la disposition des congressistes et intitulé *«Qu'est-ce que la CES?»* (Edition l'Archipel - collection *l'Information citoyenne*), Emilio Gabaglio, prédécesseur de John Monks à la tête de la CES, livre son parcours qui se confond avec celui de la CES où il est arrivé comme permanent en 1979. Sa formation politique est intéressante. Son père, ancien combattant de 14/18 fut, selon Gabaglio, *«sensible tout au moins au début, à la propagande de Mussolini»* (op.cit p.14). Mais c'est à l'Église catholique que Gabaglio explique devoir *«son éveil au militantisme, à l'action collective pour le bien commun»* (op.cit. p. 13). Et de préciser que *«né dans une famille chrétienne traditionnelle, son éducation s'est faite dans la paroisse et par le scoutisme auquel il s'adonne* (sic !) *jusqu'à l'âge de dix-huit ans»*. Ensuite, étudiant, il *«entre tout naturellement en contact avec la Fédération des Etudiants catholiques»* et, c'est

ainsi qu'il a *«croisé le mouvement ouvrier puisque la fédération collaborait avec l'association chrétienne des travailleurs italiens»* (ACTI - équivalent de l'action catholique ouvrière en France). D'où la communauté de pensée avec les militants politiques et syndicaux français qui ont suivi le même parcours. Gabaglio cite Jacques Delors, il aurait pu citer quelques-uns de nos édiles FO qui vantent l'Europe et la CES dans leurs publications (FO Métaux, FO Jeunes, etc...).

Rappelons en passant que si la C.G.T.F.O. fut membre fondateur de la CESL (L pour libre, organisation issue de la CISL), Bergeron s'opposa à sa transformation en CES par l'ouverture aux syndicats chrétiens qui préfigurait l'entrée des futurs ex-communistes de la C.G.T.

Concernant le caractère littéralement institutionnel de la CES, Gabaglio explique lui-même: *«A la différence des syndicats nationaux, l'évolution de la CES ne relève pas de la lutte des classes, mais de l'institutionnalisation de la politique européenne»* (op. cit. p.39).

S'agissant du caractère syndical, à la question *«qu'est-ce qu'un syndicat?»*, Gabaglio répond: *«une organisation créée pour défendre et promouvoir les droits et intérêts des salariés, en vue d'obtenir une meilleure régulation du marché du travail».*

Nous n'avons en réalité pas le choix: nous devons aller au combat sans états d'âme contre cette Europe du *«capital libéré»* qui n'est pas celle qu'ont souhaité nos devanciers, de la même manière que nous allons au combat pour les retraites, les services publics ou la Sécu. Car les contre réformes subies dans ces domaines ne sont que les conséquences des critères de Maastricht et des directives européennes.

Ce combat suppose de n'être pas seuls, donc de se regrouper à côté de la CES dans un cadre internationaliste, car rester dans un schéma de blocs, c'est le contraire de l'internationalisme ouvrier, et c'est se condamner à liquider notre indépendance au profit de la subsidiarité.

Ici, en France, c'est le syndicalisme rassemblé CGT-CFDT-UNSA-FSU qui mène l'accompagnement des contre-réformes. Au niveau européen, c'est la *Confédération Européenne des Syndicats,* la CES. Mais c'est bien la même politique. Force-Ouvrière n'y a pas sa place, même si c'était la place de leader.

Pouvons-nous condamner le syndicalisme rassemblé subsidiaire ici et y participer là-bas? Pouvons-nous récuser l'unicité ici et s'y soumettre là-bas? Et alors même que nous constatons qu'elle ne se comporte pas en organisation syndicale, pouvons-nous rester dans la CES et mener le combat à l'intérieur?

Cela ne semble pas cohérent et les travailleurs ne peuvent pas comprendre et soutenir des positions incohérentes. S'il n'y avait eu la nécessité de forcer sur la sérénité pour fournir un contexte paisible à la succession de Blondel, le congrès aurait ouvert ce débat en profondeur et n'aurait pas manquer de donner à la Confédération dans les résolutions des moyens plus décisifs de préserver son indépendance vis-à-vis de la CES. Contrairement à ce que les européïstes bêlants propagent, il ne s'agit pas du tout de s'isoler, mais, au contraire, de se regrouper sur la double base de l'indépendance et de l'internationalisme. Mais nous devinons que ce dernier mot seul les effraye quasiment comme un blasphème! Ils devraient tout autant s'inquiéter de la subsidiarité qui leur ôtera demain la faculté de qualifier d'ineptie les revendications confédérales (qu'en bons jésuites ils ont approuvées des deux mains).

...Continuer la *«vieille C.G.T.»*

Nul doute que ce n'est que partie remise et que la C.G.T.F.O. aura le courage des actes qui sont nécessaires pour rester l'organisation syndicale libre et indépendante de la classe ouvrière, c'est-à-dire pour rester la C.G.T.FORCE-OUVRIERE. Quoi qu'il arrive, si nos valeureux camarades réussissaient à faire de la CES une véritable organisation syndicale, c'est-à-dire une *Confédération de Fédérations Européennes et d'Union Eurorégionales,* FO serait condamnée à disparaître comme les autres confédérations nationales. Ne serait-ce qu'à cause des *«transferts de souveraineté»* que la CES réclame des confédérations nationales.

Sauf à renier tous nos principes, nous serions donc amenés à quitter la CES pour continuer encore la vieille CGT. Le choix qui sera posé sans autre alternative reviendra plus vite que souhaité: se maintenir dans la CES et disparaître, ou quitter la CES pour exister comme organisation syndicale de classe libre et indépendante.

Nous verrons bientôt comment la nouvelle équipe confédérale abordera le sujet à travers l'euro-manif des 2 et 3 avril à l'appel de la CES sur le mot d'ordre *«pour une nouvelle constitution européenne».*

Si la C.G.T.F.O. relaye peu ou prou cet appel, nous serons fixés sur son degré d'intégration.

Pierre FERME.

DE L'UTILITÉ DE LA C.G.T.F.O.

Le 20ème Congrès de la CGT-FO qui vient de se tenir à Villepinte aura été l'occasion pour la presse bien pensante de cracher une fois de plus son venin. Tout d'abord, il est heureux de constater que l'existence même de notre Confédération dérange encore les ennemis de la classe ouvrière. Il n'est qu'à lire l'organe officiel de la gôche branchée *(«Libé»)* ou celui des néos staliniens *(«L'Huma»)* pour s'en persuader. Ce n'est qu'une sinistre litanie de mensonges et d'injures qui s'étale au fil des pages de ces torchons pour aboutir à l'inéluctable conclusion: l'après Blondel verra la disparition de la CGT-FO (que nos plumitifs aux ordres appellent *«FO»*).

Il est vrai que la même prédiction avait été formulée en 1989 après la chute du mur de Berlin, pour ces brillants *«historiens»* FO étant le fruit de la guerre froide était voué aux poubelles de l'histoire, c'était il y a maintenant 15 ans... A l'instar des sectes apocalyptiques qui repoussent la date de la fin du monde d'année en année, l'armée des scribouillards avec le *«Grand Précieux Mamamoushi Lumière Resplendissante de la Rive Gauche»* (July, pour ceux qui ne l'auraient pas reconnu) à leur tête, reprenne leur antique prophétie en la mettant au goût du jour. Selon eux, *«FO»* est une espèce en voie de disparition du fait d'un rétrécissement de son espace vital. La CFDT occupe le terrain du dialogue social tandis que la CGT campe fermement sur celui de la contestation. Nos doctes penseurs auraient dû s'inspirer de Jean-Baptiste BOTUL (philosophe, il est vrai trop méconnu car de tradition orale) pour qui *«on ne possède pas plus la vérité qu'on ne possède une femme»,* car la réalité est, c'est un euphémisme, plus nuancée.

La CFDT apparaît de plus en plus pour ce qu'elle a toujours été malgré un simulacre de déchristianisation, l'outil permettant la mise en œuvre de la doctrine sociale de l'Église qui se caractérise par la collaboration de classes au nom du mythique bien commun.

Quant à la CGT, orpheline de feu le parti communiste, elle est devenue la courroie de transmission de la technocratie européenne au sein de la classe ouvrière, c'est pourquoi elle a intégré si rapidement la direction de la CES. C'est, à cet égard, de la première importance qu'elle conserve une image contestataire pour conserver son audience auprès des travailleurs, ce qui lui permet plus aisément de promouvoir le *«dialogue social»*, de contribuer à la destruction des retraites, de la sécu et des autres conquêtes de la classe ouvrière, tout en faisant mine de la défendre en organisant de festives et rituelles journées d'action. En ce sens, Marc Blondel a eu bien raison de qualifier la CGT de *«garde chiourme de la classe ouvrière».*

Oui, je me réjouis donc de ce déchaînement de haine à l'égard de la CGT-FO car c'est à mes yeux l'hommage du vice à la vertu. Ces calomnies signifient que tous ceux qui ont décidé de détruire les acquis de la classe ouvrière (les retraites, la sécu, le code du travail...) mais également le fruit de la révolution bourgeoise (la République une et indivisible, la laïcité...) considèrent aujourd'hui qu'un des derniers obstacles à leur opération de démolition est l'existence d'un syndicat libre et indépendant.

Le voilà le fameux terrain que doit occuper la CGT-FO, comme espace vital, il est difficile de faire mieux car on n'y rencontre plus grand monde C'est celui du syndicalisme fidèle à la *Charte d'Amiens,* celui qui lie la contestation, la revendication et la négociation pour la défense des intérêts matériels et moraux de la classe ouvrière. C'est celui d'un syndicat confédéré qui regroupe les travailleurs du privé comme du public, les chômeurs et les retraités en toute indépendance. D'aucuns ironisent sur la diversité des militants de la CGT-FO ou font mine de s'inquiéter de l'influence des trotskistes. C'est la fierté de la CGT-FO de regrouper en son sein, des anarchistes, des trotskistes, et ceux qui demeurent d'authentiques réformistes dans un combat commun pour l'émancipation des travailleurs.

En réaffirmant notre identité et nos revendications, en préservant l'unité de la CGT-FO, le Congrès de Villepinte est source d'espoir. Ceci étant, nous ne sommes pas naïfs, nous sommes parfaitement conscients que des ambiguïtés demeurent. La tentation de certains de s'intégrer au nouvel ordre social reste un danger pour l'indépendance de la CGT-FO. Le débat qui a été esquissé sur l'appartenance de notre Confédération à la CES doit être poursuivi, amplifié à tous les niveaux pour, qu'à terme, (le plus vite sera le mieux) nous puissions quitter cette officine de la communauté européenne destructrice des droits ouvriers. Continuer la CGT-FO, libre et indépendante, construire les rapports de force qui permettront de défendre les acquis du mouvement ouvrier, de reconquérir ce qui a été perdu, et, pourquoi pas, revendiquer et obtenir des avancées sociales, c'est à l'aune de ses actes que nous jugerons la nouvelle équipe confédérale.

Christophe BITAUD.

AU CONGRÈS CONFÉDÉRAL DE LA C.G.T.F.O.

Unanimité ou unanimisme?

Le Congrès des Syndicats de la C.G.T.F.O. s'est tenu à Villepinte du 2 au 6 février 2004. Il a permis aux militants de s'exprimer, même si certains silences ont été particulièrement remarqués!

Compte tenu de la situation et des problèmes posés par la fausse querelle des Jean-Claude, on ne peut que se réjouir du vote unanime de la résolution finale. Mais, unanimité ne saurait signifier unanimisme. On peut être assuré que le débat va continuer sur les problèmes qui se posent au mouvement ouvrier.

Les interventions de nombreux militants au Congrès ont montré que ceux-ci ne sont pas disposés à s'engoufrer dans la perspective ouverte par Blondel dans son discours de clôture. En effet, fidèle à lui-même et à ses amis politiques, Blondel a évoqué une possible *«recomposition syndicale»* dans les dix ans qui viennent, confirmant ainsi son accord sanctionné par la fameuse *«poignée de main»* de 1995 avec le néostalinien Viannet, adepte du *«syndicalisme rassemblé»* dans la prétendue *Confédération Européenne des Syndicats,* en réalité servile domestique de la Commission de Bruxelles.

Nous publions ci-dessous des extraits de quelques interventions.

Alexandre HÉBERT.

Jean Le CADRE (Loire-Atlantique)...

Chers camarades,

J'ai adhéré à la C.G.T.FORCE-OUVRIERE il y a de cela 42 ans. Le choix qui m'a poussé à choisir la Confédération F.O. est très simple. Il s'agissait, à l'époque, d'un choix d'indépendance que tous nos anciens responsables mettaient en exergue en nous donnant lecture des statuts confédéraux et soulignant plus particulièrement les dispositions de la Charte d'Amiens. C'était la première leçon syndicale que nous recevions dans notre formation de jeune militant...

...Il faut bien que nous nous rendions à l'évidence: la destruction programmée de nos acquis sociaux se met en place avec la complicité et la collaboration d'une organisation qui se prétend syndicale européenne et confédérée à laquelle participent activement toutes les confédérations syndicales de notre Pays: la C.E.S.

A partir de ce constat objectif, comment les confédérations syndicales françaises peuvent-elles prendre part au combat syndical et social sur le terrain en dénonçant les effets néfastes et dévastateurs d'une cause supérieure que ces mêmes organisations approuvent au sein même de la C.E.S...

... On ne peut avoir deux langages contradictoires, on ne peut être à la fois gouvernants et gouvernés comme le disait si justement André Bergeron qui avait eu raison de dire non au référendum de 1969. Par cette prise de position, notre Confédération avait alors préservé notre syndicalisme libre et indépendant.

On ne peut aujourd'hui prétendre à être indépendant si nous nous mettons en position de subsidiaire dans un syndicalisme européen rassemblé car la subsidiarité est le contraire de l'indépendance et de la démocratie. Je ne regrette pas d'avoir souscrit pendant tant d'années à la C.G.T. FORCE OUVRIERE car j'ai confiance en ses militants qui ont su, contre vents et marées, préserver le seul syndicalisme digne de ce nom contre toute dérive participative co-gestionnaire rassemblée et je sais que le cap sera gardé.

Nous sommes aujourd'hui dans une situation qui, si elle n'est pas identique à celle de 1969, y ressemble beaucoup, s'agissant de notre syndicalisme libre, indépendant donc authentique.

Il est actuellement question d'une constitution européenne qui fait beaucoup parler d'elle. Ce projet fait fi de notre propre constitution nationale, issue de nos racines révolutionnaires républicaines et démocratiques. Cette future constitution supranationale mettre en pièces tout notre système législatif en matière de droit social et de droit du travail âprement acquis.

La C.E.S. appelle de tous ses vœux cette constitution européenne qui nous conduira vers un suicide syndical collectif. Refusons de nous engager dans cette forfaiture suicidaire. Rompons avec une organisation qui n'a de syndicale que le nom. Reconstruisons une véritable organisation syndicale européenne, indépendante, avec tous ceux qui refusent le diktat de la féodalité maastrichienne, et, en mémoire de ceux qui, en 1947, ont construit FORCE-OUVRIERE pour refuser l'asservissement.

Morgane PAGE (Manche)...

Chers camarades, bonjour à tous et à toutes. Je suis depuis le printemps dernier Secrétaire Départementale du SN-FO-LC de la Manche, succédant à Cécile Renard, et, très récemment désignée secrétaire de la toute nouvelle section départementale de la FNEC-FP-FO dont le bureau s'est constitué en janvier dernier. Cela fait 6 ans que j'enseigne et j'ai adhéré à Force-Ouvrière dès ma première année d'enseignement, mais

je suis sympathisante de FO depuis 1995, car, à l'époque, j'estimais que c'était FO et particulièrement Marc Blondel qui expliquaient le mieux les dangers de la réforme de la Sécu et en particulier ceux de la fiscalisation de la Sécu. Il me semble que c'est d'ailleurs un des enjeux essentiels de notre Congrès.

C'est mon premier Congrès Confédéral. C'est en particulier la grève du printemps dernier qui nous a fait prendre conscience, au bureau du SN-FO-LC 50 de l'importance de contribuer à ce congrès. A Granville, comme l'a expliqué Sylvain hier, c'est FO qui a mobilisé et organisé le mouvement, par le travail interprofessionnel des militants de l'Union Locale et en liaison étroite avec l'Union Départementale. Ce qui a fait notre force et permis l'unité, c'est la clarté de nos revendications, sans concessions: 37 annuités et demie pour tous, public, privé, non à la décentralisation, qu'elle soit de droite ou de gauche. Cela nous a fait comprendre aussi à quel point il est essentiel de maintenir et de renforcer les liens entre les syndicats et fédérations, les UL et les UD.

Cette grève d'ampleur, dont les enjeux étaient essentiels, nous a fait prendre conscience aussi de la nécessité pour tous les salariés de conserver un outil de lutte indépendant, revendicatif, tout l'opposé du soi-disant syndicalisme d'accompagnement dont la CFDT nous a donné le spectacle pathétique et dangereux.

C'est d'ailleurs pourquoi nous devons nous défier, nous méfier des sirènes, très à la mode et très *«motivées»*, de la *«société civile»*, tellement attachée à l'intérêt général qu'elle en occulte les intérêts particuliers des salariés. Méfions-nous de la petite musique corporatiste qui veut rassembler salariés, familles, patrons, paysans, car elle est le cheval de Troie qui permet de nier et de faire éclater la lutte des classes.

Au bureau du SN-FO-LC 50, nous nous sommes attachés avant tout aux orientations de la Confédération, c'est ainsi que nous avons défini notre mandat :

1- Pour que la CGT-FO demeure une confédération revendicative;

2- Pour que la CGT-FO demeure une confédération indépendante;

3- Donc le bureau met en question notre position dans la *Confédération Européenne des Syndicats* dans la mesure où elle limite l'indépendance de nos positions et de nos revendications;

4- Pour que la Confédération maintienne tout particulièrement les revendications suivantes: *Non à la décentralisation, défense et rétablissement de la laïcité*, j'ajoute que pour le SN-FO-LC la défense des qualifications et donc des diplômes, apparaît essentielle car c'est un point d'appui fondamental des conventions collectives. A ce titre, nous regrettons la signature de l'accord sur la Formation Professionnelle, qui, notamment, substitue les *«compétences»* aux qualifications.

Jean-Manuel DELSAUX (Loire-Atlantique)...

Camarades,

Je vous apporte le salut fraternel des camarades du *Syndicat des Personnels du Conseil Général de Loire-Atlantique.* Notre syndicat départemental m'a mandaté pour voter le rapport moral et d'activité présenté par Marc Blondel au nom du Bureau Confédéral parce qu'il réaffirme sur tous les points essentiels l'orientation d'indépendance nécessaire à la préservation d'un syndicalisme libre, fédéré et confédéré, dans la continuité de la Charte d'Amiens.

Ceci étant, l'accord sur l'essentiel ne veut pas dire *«UNANIMISME».*

En ce sens, je voudrais dans mon intervention aborder deux questions qui préoccupent notre syndicat et sur lesquels j'ai été mandaté: la C.E.S. et le danger du *«syndicalisme rassemblé»...*

... L'allongement de 5 ans de la durée moyenne d'activité, c'est la Directive de Barcelone cosignée par Chirac et Jospin en mars 2002, c'est en réalité une astuce pour faire baisser le niveau des pensions d'environ 30% et favoriser ainsi le développement des fonds de pension.

Mais c'est aussi et surtout ce que la pseudo Confédération CFDT de Monsieur Chérèque a signé le 14 mai 2003 après avoir usurpé le mouvement de fond qui se dessinait le 13 mai.

Oui, mes camarades, nous pouvons tous être fiers, dans des conditions difficiles, d'avoir organiser la résistance à cette attaque sans précédent et pris toute notre place dans les nombreuses manifestations et grèves du printemps 2003. Mais notre syndicat pose une question à la Direction Confédérale, à Jean-Claude MAILLY, à Jean-Claude MALLET, à Roland GAILLARD, camarades, qui, tous trois, représentaient la Confédération le 6 janvier 2003.

Pourquoi avoir signé le 6 janvier 2003 un accord avec toutes les autres Confédérations Syndicales CFTC, CGC, FSU, CGT, CFDT, qui, tout en mettant sous le boisseau la seule revendication pouvant unifier tous les salariés à savoir 37,5 ans de cotisations pour tous, appelait à des manifestations unitaires le 1er février sur les bases soit disant communes? Notre syndicat départemental considère que cet accord *«unicitaire»* a ouvert la voie sur tout le territoire national à la *«confusion des genres».*

De fait, quoiqu'on en dise, quoiqu'on en pense, cet accord de *«syndicalisme rassemblé»* a brouillé les cartes, a semé des illusions auprès des salariés de ce pays, sur qui ils pouvaient réellement compter pour défendre leurs acquis. Il nous faut aujourd'hui tirer les enseignements de ce qui est arrivé hier?...

... Alors, mes camarades, arrêtons de semer le trouble avec des initiatives qui nous conduisent à nous re-

trouver aux côtés de ceux qui rêvent d'un *«syndicalisme rassemblé»*! Évitons de semer le trouble, à l'heure même où de grandes manœuvres se multiplient et vont se développer pour nous contourner, voire nous intégrer, à l'heure où la FSU qui n'est autre que l'ex-tendance stalinienne de la *Fédération de l'Education Nationale,* s'apprête à passer à l'offensive pour le SYNDICAT UNIQUE, je cite:

«La FSU appelle solennellement toutes les forces syndicales à ouvrir le débat sur la réunification syndicale. Elle propose la constitution d'une grande organisation syndicale confédérée, capable d'agir de façon coordonnée sur tous les fronts». Non, mes camarades, nous garderons notre syndicalisme indépendant, libre, authentique!..

Yann PERROTTE (Manche)..

...Camarades, lundi, Marc Blondel a évoqué l'euro-manif des 2 et 3 avril prochains organisée par la CES. Mais quel est le mot d'ordre de ces manifs de la CES? Et bien c'est: *«pour une nouvelle constitution européenne»*. Alors, je vous pose la question camarades: est-ce que la CGT-FO soutient ce mot d'ordre?

Nous n'avons jamais dans nos instances décidé de voter pour une constitution européenne. Alors, camarades, je ne crois pas que nous pouvons appeler à cette manif. D'autant, camarades, que dans son tract d'appel, la CES n'oublie pas de nous rappeler qu'elle a soutenu les orientations politiques européennes qui, je cite: *«devaient de toute façon provoquer d'énormes restructurations pour des millions de travailleurs»*. Et nous, camarades, nous savons ce que cela veut dire des millions de licenciements et toutes les conséquences que les camarades ont dénoncé à cette tribune.

Alors, camarades, je ne crois pas, pour ma part, que la CGT-FO puisse appeler et participer à des euro-manifs sur le mot d'ordre d'une constitution européenne. Mais je ne doute pas, camarades, que d'autres organisations syndicales iront à ces manifs, rassemblées derrière la CGT. Mais nous, nous sommes la CGT-FO. Nous manifestons sur nos mots d'ordre et sur nos revendications.

Et à ce que j'ai entendu dans ce congrès, sauf une camarade de la FGTA je crois, nous ne revendiquons pas une constitution européenne, fut-elle *«nouvelle».* Parce que nous savons bien, camarades, que ce serait liquider notre liberté et notre indépendance syndicale, au profit de la subsidiarité. Ce serait se joindre au syndicalisme rassemblé. Ce serait liquider notre Confédération.

Alors, camarades, dans ces conditions, rester dans la C.E.S.? Quand on lit sa prose, quand on voit la liste de ses méfaits, c'est difficile, voire impossible à terme. Mais au moins, comme nos anciens dans la vieille CGT, préparons l'avenir et assurons nos arrières dans un cadre internationaliste, pour que vive longtemps l'indépendance syndicale et la CGT-FORCE-OUVRIERE!

Jean-Claude LOEW (Manche)...

Décidément, à lire la presse, on ne nous aime pas beaucoup, voire pas du tout. Par les mêmes qui pronostiquaient la disparition de F.O., après la chute du mur de Berlin, le mur est tombé, F.O. est toujours debout et pour longtemps.

Mais rien ne peut empêcher les réactionnaires de tous bords de tremper leur plume dans l'acide pour dénoncer, démolir, vomir le danger immédiat: le syndicalisme libre et indépendant, et nous livrer les scoops de l'année.

«L'influence des trotskistes infiltrés aux postes clefs de F.O.» «L'ouvriérisme dépassé» de Blondel. FO accident de l'histoire. Parce que notre *«tare originelle»* au dire des pisses vinaigres d'une certaine presse aux ordres, serait de notre conception de l'action syndicale qui refuse d'entrer dans la logique de la responsabilité économique et de l'intérêt général. C'est bien la raison essentielle des attaques haineuses contre notre organisation, de la part des recomposeurs de tous bords, dont l'objectif est de transformer les syndicats en rouage de l'état afin d'en faire les subsidiaires de l'Europe vaticane et totalitaire. L'Europe aux ordres de la banque mondiale, du FMI, de l'OMC, de tous les tenants de l'économie mondialisée, dont la stratégie est claire.

Détruire les systèmes de protections sociales collectives afin de les privatiser avec en corollaire la destruction du syndicalisme libre et indépendant, incamé par F.O., le syndicat qui ose contester. Mais c'est de la contestation que naît la revendication et le progrès social, en descendant dans la rue pour aller contester la contre réforme FILLON, en appelant à la grève générale interprofessionnelle, nous n'avons fait que notre devoir de militant, parce qu'il s'agissait là d'une nouvelle agression contre la classe ouvrière.

Nous n'avons fait que remplir notre rôle historique de défense des intérêts des travailleurs comme nous le ferons chaque fois que nos conquêtes sociales seront attaquées. Nous userons de notre droit à la contestation.

Droit à la contestation y compris à l'intérieur de notre organisation, il ne s'agit pas là de faire un procès au Bureau Confédéral, mais certaines décision ont laissé perplexe un certain nombre de militants dont je fais partie.

Il en est ainsi de notre soutien en 2001 sur le texte du MEDEF concernant les votes et moyens de l'approfondissement de la négociation *«la position commune»* dans laquelle figurait la pratique référendaire, la logique des accords majoritaires, aux accords d'entreprise de se substituer aux accords de branches.

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»
19, rue de l'Etang Bernard - 44400 Rezé
Abonnement pour 20 numéros: 25 euros. Abonnement de soutien: 35 euros.
Verser à: Mme PESTEL-HEBERT - CCP 515-14 C Nantes
Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste
Directeur de publication: Alexandre HEBERT